Fre 3
23795
Cerc
Fre
22298

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES ANCIENS.

TABLEAU
DES ÉVÉNEMENS
POLITIQUES ET MILITAIRES

Arrivés dans la République cisalpine depuis une année.

Adressé au représentant du peuple Dubois-Dubais par le citoyen Mengaud, agent du Directoire exécutif en Italie, pour être communiqué au Conseil des Anciens (1).

Lu dans la séance du 17 messidor an 7.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

DÉJA s'élevoit le magnifique édifice de la liberté italique, sa statue colossale reposoit majestueusement sur la loyauté française et sur le courage renaissant

(1) Lorsque ce mémoire a été adressé, le citoyen Mengaud ignoroit les événemens des 29 et 30 prairial, puisque le citoyen Dubois-Dubais l'avoit reçu dès le commencement de la première décade de messidor.

THE NEWBERRY LIBRARY

des Italiens. L'aimable fraternité avoit uni les deux peuples avec des chaînes de rose. L'armée libératrice voyoit ses besoins satisfaits aussitôt que connus, avec cet empressement que met un frère à secourir son frère. Elle-même demandoit des ressources nouvelles, avec cette confiance qu'un ami montre à son ami lorsqu'il a besoin de son aide. Les patriotes français et italiens s'étoient tellement unis et incorporés, que les deux nations n'en formoient désormais qu'une seule, et l'on entendoit retentir dans toutes les bouches cette maxime consolante, que tous les hommes libres ont la même patrie.

Si l'ennemi osoit menacer d'envahir la République, tous les moyens de défense étoient mis en œuvre. On ne voyoit point alors des magistrats égoïstes s'arrêter justement au point en-deçà duquel ils n'eussent pu rester sans crime. Des municipalités énergiques et courageuses voloient au-devant de toutes les demandes. Les trames étrangères, les conspirations de l'intérieur étoient déjouées par leurs regards pénétrans. Le peuple, peu aggravé par des sacrifices qu'on avoit soin de répartir sur ceux qui pouvoient les supporter, secondoit par l'enthousiasme le plus vif les efforts de ses libérateurs et de ses magistrats. Les armes italiennes commençoient à reprendre un lustre effacé par un long oubli, et la victoire couronnoit les premiers efforts des nouveaux enfans de la liberté. L'aristocratie et le royalisme frémissoient, mais ils frémissoient en secret, et ils redoutoient l'œil vigilant du patriotisme. L'imposture, à demi démasquée, disparoissoit pour faire place à un culte simple et trop long-temps défiguré par elle. L'habitant même des campagnes, attaché à l'erreur par des liens si difficiles à briser, commençoit une vie nouvelle; ses cris élevés jusqu'aux cieux célébroient la République, et

la joie remplissoit son ame en voyant ses robustes fils s'inscrire à l'envi dans les bataillons, le plus cher espoir de la patrie, et apprendre à l'écho de nos riantes collines les airs chéris de la liberté. Tels étoient les heureux effets qu'avoient produits les victoires de l'armée française. Soutenue par tant de moyens divers, animée par l'enthousiasme de la liberté, entourée de la force magique d'une opinion nationale prononcée en sa faveur, guidée par le génie de Bonaparte, elle avoit, quoiqu'inférieure en nombre, détruit de redoutables armées, acquis la liberté de nouvelles provinces, et signaloit sa marche par des prodiges que la postérité (si leur souvenir peut survivre aux grandes catastrophes du monde) confondra dans son étonnement avec les fables dont s'enveloppe une vénérable antiquité.

Mais quelle scène funeste a remplacé cette riante perspective? Quelques êtres dégradés, insatiables de domination et d'or, pour lesquels la ruine d'un peuple est un calcul, la misère générale un système, l'oppression un moyen de réussir, conspirèrent contre la félicité de l'Italie. Ces hommes, qui s'intitulent amis de leurs semblables, pour les détruire, de la liberté pour en mieux renverser les temples, qui accueillent leur victime, le sourire sur les lèvres, le mot d'humanité dans la bouche, tandis qu'armés d'un horrible sang-froid ils examinent l'endroit où ils doivent plonger un fer empoisonné; ces hommes enfin, le rebut et le déshonneur de la France et de l'Italie, (si toutefois la gloire de ces nations pouvoit être flétrie par quelques fils indignes d'elles) couvroient ces belles contrées de rapines, de misère et de désespoir. Toutes les administrations furent bientôt infectées par leur détestable avidité. Bientôt l'abyme du brigandage eût englouti les ressources que la na-

ture prodigue avoit répandues sur l'Italie. Le besoin de piller naissant du pillage même, on inventa des plans de finance qui détruisoient toute honnête industrie, créoient un monopole odieux et un infame agiotage, pesoient sur la pauvreté et ménageoient les grandes richesses. La cause de la liberté ne fut plus qu'une cause secondaire ; et au lieu d'examiner comment on pouvoit faire servir les finances à soutenir la révolution, on ne délibéra plus que sur le choix des ci-devant provinces qu'on devoit dépouiller, avilir, abandonner, pour maintenir les finances dilapidées.

Bien des obstacles s'opposoient à ces odieuses entreprises, la fermeté des patriotes, l'énergie du Corps législatif, et le républicanisme éclairé des généraux.

Mais puisque tout doit être sacrifié à cette soif insatiable d'or et de puissance ; que les patriotes tombent précipités du siége de leurs magistratures ; qu'on les accable de persécutions et d'opprobres ; qu'on les accuse d'anarchie, parce qu'ils veulent maintenir l'ordre ; d'immoralité, parce qu'ils s'opposent au vol ; de haine contre la France, parce qu'ils détestent quelques dilapidateurs qui laissent l'armée en proie aux besoins et ôtent aux peuples qui l'aiment, les moyens de la secourir.

La constitution jurée par le peuple donne aux législateurs les moyens d'arrêter de tels désordres. Eh bien ! qu'on l'anéantisse, qu'on crée une autre constitution qui, réduisant le pouvoir législatif à une approbation passive des actes du gouvernement et le forçant à végéter dans une funeste impuissance, l'empêche de combattre les entreprises du crime ; une constitution qui, foulant aux pieds le droit de penser, de parler et d'écrire, ne laisse au patriotisme avili, au peuple opprimé, que la triste liberté de pleurer en secret sur les maux de la patrie.

Des hommes vertueux commandent l'armée triomphante, combattent un système qui menace de détruire et l'indépendance de l'Italie et la gloire du nom français. Eh bien ! qu'à force d'intrigues, de calomnies, de rapports mensongers, ils soient éloignés de l'Italie, et que la vertu exilée s'enfuie au-delà des Alpes.

On craint que la justice du gouvernement français ne pénètre l'abyme de ces forfaits. Eh bien ! qu'on cherche des hommes soudoyés qui par leurs rapports l'aveuglent sur la vérité. Que le secret des lettres soit violé ; qu'on ne respecte pas même celles écrites par des envoyés du gouvernement, et qu'enfin la vérité par-tout étouffée ne puisse se frayer un chemin jusqu'à l'oreille des magistrats suprêmes.

Telle fut la marche tortueuse que suivit le crime pour arriver à la réforme fatale. L'esprit public fut anéanti ; au gouvernement qui existoit, on substitua une autorité arbitraire et spoliatrice ; on éloigna les meilleurs généraux. Avoir été du nombre de leurs amis fut un crime. Les finances furent ruinées, les places distribuées aux anciens partisans de l'Autriche, et les patriotes placés entre le poignard des révoltés, le fer des ennemis et les persécutions du gouvernement.

L'ardeur de la liberté s'éteignit par-tout. L'armée, plongée dans la disette et le mécontentement, se vit impérieusement forcée à employer des moyens moins fraternels pour subvenir à ses besoins. L'amour du peuple pour les Français disparut ou s'affoiblit. Les patriotes seuls, au sein de leur oppression, les aimoient et plaignoient leur sort : mais ces patriotes même leur étoient dépeints comme des ennemis par une faction criminelle. Les peuples voisins qui, témoins de notre bonheur passé, appeloient alors à

grands cris la liberté, frémissoient maintenant d'horreur à son nom et trembloient d'en partager les malheurs.

Au milieu de ces désastres la guerre commence. La valeur des soldats est la même, mais les circonstances ont changé. Cette même opinion qui favorisa leurs victoires se déclare pour leurs ennemis. Des insurrections contre la liberté éclatent de toutes parts. Le nom même en étoit inconnu dans des temps plus fortunés. L'avidité des fournisseurs, protégée par des motifs odieux, enlève à l'armée le nécessaire, et les magistrats cisalpins refusent de fournir des secours, ou ne le font qu'avec lenteur et parcimonie. Une confiance mutuelle n'unit point les soldats à leur général. Ils se battent avec une valeur prodigieuse, et expirent le nom de Bonaparte à la bouche. Les soldats cisalpins manquant de tout, meurent les armes à la main en maudissant ceux qui ont trahi la patrie. Les patriotes tentent encore une fois de la sauver ; ils oublient en sa faveur toutes leurs offenses privées, ils offrent leurs bras désespérés au gouvernement qui les opprime ; mais on les repousse avec dureté. Le gouvernement ne s'occupe que de sauver des trésors entassés aux dépens du peuple, d'en amasser encore d'autres et de fuir avec ses richesses.

Abandonnée de son premier général, l'armée française par son courage, parle mérite des généraux qui la commandent nous arrache à une ruine entière; mais elle ne peut empêcher les résultats de ce plan liberticide qui nous fait perdre en un mois tout ce qui avoit coûté à l'intrépide Bonaparte, à l'immortelle armée française et aux patriotes italiens, tant de sang et deux années de travaux.

Dans des circonstances aussi funestes le silence

seroit un crime. Il faut déchirer en entier le voile funèbre qui couvre le mystère de l'iniquité; et c'est ce que nous allons tenter de faire par une rapide exposition des faits, dont nous avons été trop long-temps les inutiles témoins.

La réforme opérée par Trouvé dans la Cisalpine forma, sinon le premier, du moins le plus visible anneau de cette chaîne de malheurs qui ont accablé l'Italie et sapé les fondemens de l'édifice auguste de la liberté.

Aussitôt après son arrivée, l'ambassadeur de la République française protesta, à la face du peuple, qu'il venoit rendre hommage à son indépendance, et cependant il commençoit dès-lors à en méditer secrètement la ruine.

On répandit que la constitution que nous avoit donnée Bonaparte n'étoit point proportionnée aux forces de la Cisalpine, et que celle-ci n'en pourroit supporter plus long-temps le poids sans des changemens dans tout ce qui regardoit les dépenses et l'économie publique, sans une diminution du nombre des départemens, des fonctionnaires publics et des bureaux. Ce fut avec ces prétextes spécieux qu'une commission fut nommée par l'ambassadeur Trouvé pour examiner ces réformes prétendues. La convocation de ce corps hétérogène, faite sans la participation du gouvernement cisalpin et couverte des ombres d'une mystérieuse diplomatie; le choix des individus qui la composoient, hommes connus par leur immoralité et leurs principes anti-républicains, jetèrent la défiance dans le cœur de tous les amis de la constitution. On commença à s'appercevoir qu'il ne s'agissoit pas de la réformer seulement dans les parties de l'administration et de l'économie publique, mais qu'on tendoit à en altérer toutes les bases.

Autant l'idée d'une sage économie plaisoit aux vrais amis du peuple qui en sentoient les avantages et la nécessité, autant ils étoient pénétrés d'horreur à l'offre d'une constitution nouvelle et différente de celle qu'ils avoient reçue avec un si grand enthousiasme des mains de la plus grande des nations, de celle que l'opinion générale, hautement et constamment prononcée, avoit sanctionnée et juré de maintenir.

Mais le terme de la fatale réforme étoit arrivé. La nuit du 13 fructidor, sans indiquer aucun motif, Trouvé convoqua, dans la maison où il résidoit, la minorité des membres des deux Conseils, et en fit exclure les autres. Dans cette assemblée obscure, on lut une constitution nouvelle ; et, sans donner le temps de l'examiner, on la proposa à l'acceptation d'hommes encore entourés de tumulte, de séduction et de surprise.

Une opération aussi illégale et aussi imprévue jeta la stupeur et l'indignation dans l'ame de tous ceux qui n'avoient point participé à cet horrible secret. On discuta, on protesta, on demanda des éclaircissemens, du temps : tout fut inutile.

Vingt-deux députés présens refusèrent constamment d'accepter un acte qui consacroit à la fois la trahison et l'infamie des représentans, la destruction de l'indépendance cisalpine. Ils sortirent de la salle d'assemblée.

Il est inutile de rappeler que le sanctuaire des lois, que le pouvoir exécutif furent violés par la force des baïonnettes, que les représentans du peuple furent exclus de l'exercice paisible de leurs augustes fonctions, qu'on remplit toutes les places d'hommes ambitieux, incapables ou ennemis de la liberté des peuples, qu'enfin la persécution et d'injustes man-

dats d'arrêt frappèrent les républicains les plus purs, les plus vrais amis de la nation française.

En apprenant un tel changement, un cri universel et unananime s'éleva de tous les coins de la République, et le peuple protesta qu'il ne pouvoit obéir à une constitution qu'il n'avoit ni connue, ni sanctionnée.

Ce cri national fut méconnu. On comprima, on détruisit la liberté de la presse; on ferma les cercles, on étouffa tous les moyens d'instruction, on proscrivit comme anarchiques et contre-révolutionnaires les discussions raisonnables des vrais philanthropes, et toutes ces vexations n'aboutirent qu'à enfanter un plan homicide et destructeur de finances, imaginé et dirigé par Faypoult, plan qui fit horreur à ceux même destinés à l'exécuter; qui, sous prétexte d'économie, accrut d'un tiers les dépenses déja excessives de l'Etat, en augmentant les appointemens de tous les premiers fonctionnaires, et multipliant de mille manières la bureaucratie; plan qui, pesant implacablement sur le pauvre et tarissant les sources de l'industrie nationale, acheva de porter dans le peuple entier la désolation et le désespoir, et accéléra la ruine de la République.

La main bienfaisante de Brune vint remédier à tant de maux qui, de toutes parts, menaçoient la République.

Le changement de quelques directeurs, la nomination de nouveaux députés connus par un patriotisme aussi ferme qu'éclairé, la reprise des cercles constitutionnels, le choix de fonctionnaires incorruptibles, la constitution proposée, avec quelques modifications utiles, à la libre sanction du peuple, et acceptée par la majorité, avoient, en peu de jours, ranimé l'esprit républicain. Tout s'étoit opéré sans secousse et

sans l'appareil de la violence : tout reprenoit du mouvement et de la force, malgré les efforts que faisoient quelques hommes ambitieux et immoraux pour s'insinuer dans l'esprit de Brune et égarer la pureté de ses intentions.

Déja, sur le bruit d'une réquisition militaire, plusieurs milliers de jeunes gens accouroient volontairement de toutes parts pour servir et défendre la patrie ; déja des dons patriotiques prouvoient que le noble enthousiasme de la liberté n'étoit pas éteint parmi les Cisalpins, lorsque l'arrivée de Rivaud et les funestes catastrophes qui la suivirent, la nullité dont on frappa toutes les opérations de Brune dans la Cisalpine, persuada à tous les bons citoyens que la coalition des ennemis les plus adroits de la France et de l'Italie, sous le manteau de la modération et de la philanthropie, étoit parvenue à se glisser auprès du Directoire français, et à surprendre sa vigilance.

Les maux que causèrent à la Cisalpine les opérations désastreuses de Rivaud, furent incalculables par leur grandeur et leur rapidité.

Ce fut à cette malheureuse époque qu'on vit de nouveau le Pouvoir exécutif dans les mains des agens de la réforme Trouvé, hommes ineptes ou animés par le seul desir d'une vengeance féroce, ou voués à une impudente immoralité, tous dépourvus de tout attachement pour la cause de la démocratie. Ce fut alors qu'on ôta les charges de la République aux vrais amis de la France pour leur substituer des hommes qui, sous le masque de la modération la plus affectée, couvroient la haine la plus implacable contre la nation française ; en un mot, des êtres odieux, sans honneur comme sans patrie. Ce fut alors qu'on afficha le plus ouvertement la proscription des

vrais amis du système républicain, qu'au milieu des ombres du crime et des calomnies les plus noires, on inventa, on ourdit une conjuration pour frapper d'un seul coup tous les amis de la France. On osa, par tous les moyens de violence et de séduction, soutenir un procès infame. On essaya de corrompre le pouvoir judiciaire; mais le succès de ces coupables entreprises montra tout-à-la-fois l'innocence des accusés et la perfidie des accusateurs. Ce fut alors que le nom d'anarchie fut donné à l'enthousiasme de la liberté, celui d'anarchistes à ses amis fidèles; que le bon citoyen, le magistrat incorruptible, l'ami de la gloire de l'Italie et de celle des Français, alla, renonçant aux affaires publiques, gémir en secret sur les maux de son pays. Ce fut alors que la représentation nationale tomba dans le dernier avilissement aux yeux mêmes de la nation, parce que, composée de nobles, de prêtres ou des partisans les plus connus de l'Autriche, elle marquoit chaque jour par de nouveaux impôts qu'elle faisoit peser sur le peuple. Ce fut alors qu'on vit les dilapidations et le brigandage s'étendre des administrations militaires aux autorités civiles, et tous se livrer impunément aux plus affreuses rapines et insulter sans honte à la misère publique. Ce fut alors que l'Italie présenta aux regards de l'observateur impartial un tableau d'horreurs et de crimes, que les peuples de Rome, de Naples, de Milan, furent à la fois systématiquement dépouillés par l'exécrable Faypoult, tandis que le vertueux Joubert, en quittant l'Italie, faisoit couler les larmes de tous les bons citoyens; tandis que le libérateur de Rome et de Naples, Championnet, se voyoit destitué et traduit devant un conseil militaire pour n'avoir pas voulu reconnoître un Verrès en Italie. Ce fut alors

enfin que la Nation française, par la perfidie, l'avarice et la vénalité de ses agens, perdit cette force toute-puissante de l'opinion publique qui jusqu'alors avoit assuré ses succès.

Telle étoit la situation fâcheuse de l'Italie, lorsque Schérer y arriva. Après avoir annoncé aux Autrichiens, par le bruit des canons de Mantoue, qu'il alloit les attaquer sur l'Adige, il ouvrit la campagne.

L'ennemi, parfaitement fortifié et couvert par une chaîne de redoutes formidables, attendoit tranquillement l'armée d'Italie.

Schérer, sans visiter les localités, sans connoître le terrein, sans destiner aucun corps de réserve, sans se montrer à l'armée, expose en détail au canon ennemi les troupes républicaines sur les points les mieux fortifiés, tels que *Rivoli*, *Bussolengo*, *Legnago*, *Vérone*. Une grêle de mitrailles porte partout les blessures et la mort; mais elle ne peut faire reculer la brave armée d'Italie. L'Adige est passé sur deux points, les redoutes sont prises, les ennemis contraints de se replier en désordre sur Vérone. Moreau, soutenu par les intrépides Victor et Delmas, poursuit l'ennemi jusqu'aux portes de la ville. Il est prêt à y entrer. . . . Un ordre du général en chef lui enjoint de s'arrêter. Moreau se voit arracher une victoire certaine : il frémit; mais il doit obéir.

Une inaction de quatre jours succède à cette bataille sanglante. Schérer enfin ordonne la retraite sur *Isola della Scala*, lieu environné de marais, coupé par beaucoup de canaux, situation également désavantageuse, parce qu'elle n'offre aucun point d'appui, qu'elle s'oppose aux évolutions de la cavalerie, et rend très-difficiles les opérations d'une retraite.

Cette détermination imprévue, dont les soldats ne peuvent pénétrer les motifs, jette parmi eux une terreur jusqu'alors inconnue : la confusion succède à l'ordre, le découragement à la valeur, la défaite à la victoire, et on s'écrie qu'on est trahi.

Les Autrichiens surpris retournent au combat, reprennent leurs positions et les redoutes inondées encore du sang républicain, et l'on perd ainsi tout le fruit d'une journée qui eût fait époque dans l'histoire, qui eût sur-le-champ délivré toute la terre ferme vénitienne, soutenu dans le Tyrol les opérations et l'heureuse audace de Massena, et chassé pour toujours les barbares de la belle Italie.

L'armée accoutumée à marcher à une victoire assurée sur les traces de Bonaparte, et à renverser les nombreuses phalanges de l'Autriche, ne voit plus dès-lors, dans son général, qu'un vieux tacticien, un homme inepte ou perfide. La défiance est semée dans tous les rangs, le mécontentement s'empare de toutes les ames.

Les journées successives des 15 et 16 germinal sont une preuve de cette triste vérité.

L'armée concentrée à l'*Isola della Scalla*, le centre battu, le soldat, confirmé dans l'opinion défavorable qu'il avoit conçue de son général, se retire avec précipitation sur l'Oglio et sur l'Adda, et cette armée si fameuse, invincible jusqu'alors, se trouve presqu'entièrement dispersée et perdue.

Dans ce moment terrible, tous les amis de la liberté et de la France, oubliant, avec cette grandeur d'ame naturelle aux républicains, les persécutions d'un gouvernement perfide et les maux qu'il a causés, se serrent autour de lui pour soutenir la République ébranlée, et demandent plusieurs fois des munitions et des armes pour maintenir la tran-

quillité menacée par des explosions politiques, et pour voler au secours de leurs braves compagnons d'armes.

Quinze mille patriotes, accourus des divers départemens de la Cisalpine, erroient dans les rues de Milan et demandoient en vain à combattre pour la patrie. Cependant le péril croissoit, les volcans contre-révolutionnaires éclatoient de toutes parts. Les prêtres, les nobles, les royalistes conspiroient en secret, tandis qu'en public ils répandoient qu'on n'avoit rien à craindre, que tout étoit tranquille, et soutenoient dans leurs discours, faits pour endormir le peuple, que les Autrichiens étoient battus et que les Français étoient vainqueurs.

Le ministre de la police, Pioltini, déchiré peut-être par le souvenir de ses crimes, et craignant les effets de l'indignation publique, abandonne son poste et s'enfuit, après avoir livré aux flammes le protocole secret, monument scandaleux du système d'espionnage et de calomnie suivi par le gouvernement contre les républicains; l'alarme se répand dans la ville, le peuple se plaint de l'infidélité du ministre, il demande qu'on le cherche et qu'on le punisse. Alors, on répand à dessein le bruit que Pioltini a été conduit au château, seul moyen de calmer le peuple et d'assurer la fuite du coupable. Puis on déclare qu'il n'y a dans sa conduite point de crime, mais de la folie, et on le punit en lui ôtant une place à laquelle, par le fait, lui-même avoit déja renoncé: néanmoins le gouvernement, effrayé en voyant la tournure que prenoient les affaires, semble se rapprocher des patriotes, nomme un commissaire extraordinaire de police générale cher à tous les bons citoyens, et demande au Corps législatif tous les pouvoirs nécessaires pour sauver la patrie. Il assemble

près de lui trois commissions extraordinaires ; l'une des finances, l'autre militaire, la troisième de police générale.

Somaglia, *Tormiggini*, *Bossi* composent la commission des finances. Ces noms infames excitent un murmure général d'indignation. Un second choix aussi détestable que le premier lui succède. Cette commission est seule écoutée par le Directoire, ses projets sont reçus avec avidité. Tous les fonds des caisses publiques sont réunis dans le lieu où le gouvernement réside. On suspend les paiemens de tous genres. On publie et on exécute un plan de capitation qui met le comble aux opérations impolitiques du gouvernement et à l'indignation générale allumée contre lui.

Les commissions militaire et de police générale proposent au contraire des mesures pour organiser la garde nationale ; elles demandent qu'on forme des colonnes mobiles de patriotes sous la conduite de républicains courageux et éclairés, qu'on rouvre les cercles constitutionnels sans en limiter la liberté, qu'on prenne des ôtages parmi les individus les plus dévoués à l'Autriche, qu'on réveille, en un mot, par tous les moyens possibles, l'esprit national depuis si long-temps abattu et comprimé.

Ces projets sont renvoyés du Directoire à Rivaud, de Rivaud au Directoire ; on les discute, on les combat, on les modifie, et on finit par publier une proclamation du Directoire qui fera époque dans les annales du crime, par laquelle, démentant le bruit répandu par lui-même que l'on vouloit prendre des ôtages, il assure tous les *honnêtes gens* que c'est une fausse alarme semée à dessein par les ennemis du repos public, et que pour lui il se fera un devoir de comprimer de toute sa puissance les mouvemens des *anarchistes*.

Cependant l'armée française, que l'on craignoit de voir se replier sur le Pô, en partie revenue du désordre de sa première retraite, se rallioit sur les bords de l'Oglio, où manquant absolument de tout, elle étoit contrainte à sacrifier son honneur à ses besoins, et à vivre de pillage pour ne pas mourir de faim.

Rivaud assure, par une lettre adressée au Directoire cisalpin, que tout sujet de crainte a disparu, et que, quelque chose qui arrive, l'armée française couvrira la capitale et le siége du gouvernement. Alors l'estimable commissaire de police générale, Breganza, est forcé de quitter l'emploi que trois jours auparavant on lui avoit confié; on refuse pour la troisième fois les armes aux patriotes qui les demandoient pour défendre la République. Les commissions se démettent, et dans le moment où la *Valeamonica*, *Brescia*, *Bergame*, *Crémone* étoient envahies, où l'armée républicaine menacée par un torrent d'ennemis, privée de tout, se replioit sur la ligne de l'Adda, où des insurrections liberticides déchiroient les divers départemens de la République, où la soi-disant armée catholique, composée d'émigrés et de paysans fanatisés, sous la conduite de prêtres perfides, massacroit au nom du ciel tous les patriotes du *Pô-inférieur*, on dit au peuple qu'il n'a rien à craindre.

Cependant Schérer revient à Milan en abandonnant l'armée aux bords de l'Adda, sans lui laisser ni instructions ni général. Une nombreuse colonne de Russes passe le fleuve au-dessus de Vaprio, sans qu'on l'observe et qu'on puisse lui résister au même moment où Serrurier, avec les braves de sa division, fait au pont de Lecco des prodiges de valeur, et grossit le fleuve du sang des barbares renversés.

Ce passage contraint l'armée française à se retirer, pour éviter que l'ennemi ne l'enveloppe et ne la prenne par derrière. Le génie de Moreau, qui saisit le commandement dans ce moment critique, ne peut arrêter le torrent des armées ennemies, et suffit à peine pour sauver l'armée et couvrir la retraite sur le Tésin et sur le Pô.

Le Directoire cisalpin réunit et fait enlever tous les trésors, vend à vil prix les meubles nationaux, et ne pense plus qu'à échapper au péril en partageant entre ses membres ces odieuses dépouilles.

Le 8 floréal, à sept heures, le Directoire fuit au milieu des cris d'exécration que le peuple élève contre lui, et de ceux des créanciers et des ouvriers qui, assemblés sur la place du Dôme et du palais directorial, réclament hautement, mais en vain, le paiement de leurs travaux.

Une commission de trois membres, nommée par le Directoire peu avant son départ, prend le gouvernement de la capitale. Tous les ennemis de la liberté qui, jusqu'alors avoient conspiré en secret, excitent le peuple aux plus grands excès. Déja on désigne, on se partage les victimes que l'on doit immoler; déja on crie *mort aux patriotes*, et on tente d'abattre les emblêmes de la liberté. La garde nationale s'y oppose, et sa fermeté retient encore un moment l'audace des scélérats.

Dans la matinée du 9, un petit parti de hulans entre dans Milan, secondé d'une troupe de gens soudoyés qui crient : *Vive l'empereur! mort aux Français!* On distribue et on jette par-tout des cocardes impériales.

La commission provisoire nommée par le Directoire, l'administration, la noblesse qui se voit renaître, le clergé vont au-devant des Autrichiens, et les accueillent en célébrant leur retour tant desiré.

Les généraux austro-russes confirment en grande partie les autorités républicaines ou plutôt directoriales, entr'autres, l'administration, les municipalités, les tribunaux. Eh! comment eussent-ils pu soupçonner leur attachement ou leur fidélité? On nomme seulement une nouvelle commission de police, destinée à accuser, à poursuivre, à détruire tous les amis de la nation française. Les noms connus de *Bazetta*, de *Manzoni*, de *Draghi* forment ce triumvirat proscripteur. Les républicains sont forcés d'abandonner leurs pénates, de laisser leurs familles en proie au deuil et au désespoir, et de chercher leur salut dans la fuite. Les malheureux qui n'ont pas les moyens ou le courage de se soustraire à la fureur des royalistes sont arrêtés, chargés de fers, et précipités, au milieu des insultes d'une populace insensée, dans les plus horribles cachots. En vain invoquent-ils les noms de justice, d'humanité, et l'appui de la nation française.

Cependant au milieu de cet affreux orage qui de toutes parts accable la trop belle et malheureuse Italie, qui détruit les germes encore trop foibles de son indépendance, au milieu des plans sanguinaires et liberticides dès long-temps combinés par l'aristocratie impunie, par le royalisme déguisé, au milieu des insurrections et des massacres organisés par l'implacable superstition et par l'hypocrisie qui la dirige, au milieu des hordes faméliques des Tartares, des Huns, des Vandales, et de tous les barbares du Nord qui menacent d'engloutir l'Italie et d'y ramener les ténèbres dont l'avoient couverte leurs ancêtres, plus inébranlable et plus majestueuse que jamais la liberté s'élèvera sur les ruines du royalisme, telle qu'on vit sur le trône renversé des Tarquins renaître et briller la vertu romaine cimentée par la sévérité terrible qui immola les fils de Brutus.

Oui, les phalanges républicaines, guidées par le génie invincible de la liberté, sauveront encore une fois l'Italie et la France. La Cisalpine sera bientôt délivrée du joug des barbares. Mais l'héroïsme de la plus brave armée, tous les efforts des patriotes seroient inutiles, l'Italie ne prendroit peut-être jamais ce caractère de grandeur et de force dont elle a besoin pour être réellement indépendante et utile à la France, si le gouvernement français, persuadé des erreurs en tout genre qui ont eu lieu et des crimes nombreux commis par ses agens et ses commissaires civils en Italie, convaincu de l'abus énorme qu'on a fait des principes les plus sacrés du pacte social, ne pense à reconquérir cette opinion qui favorisa et soutint sa descente et ses victoires en Italie, et à la perte de laquelle on doit en grande partie la rapidité de ses revers actuels.

Tous les vrais amis de la nation française, les républicains purs de l'Italie sont convaincus que le gouvernement couronnera, par sa justice et sa bonne foi, les succès des armes de la liberté. Ils attendent de lui qu'il assurera l'indépendance des Républiques d'Italie, et qu'il montrera enfin aux peuples de l'Europe que la France n'a pas oublié ces principes augustes qui l'ont rendue l'objet de l'amour des peuples, la terreur des tyrans et l'admiration de l'univers.

Discours du citoyen Dubois-Dubais.

REPRÉSENTANS DU PEUPLE

Vous venez d'entendre le détail affligeant de tous les maux qui ont été répandus à la fois sur la Ré-

publique cisalpine ; vous venez d'apprendre par quels moyens désastreux et machiavéliques on l'a conduite à sa perte entière, et par quelles causes des armées accoutumées à vaincre ont essuyé de si grands revers.

Vous douterez d'autant moins de toutes les vérités contenues dans ce mémoire que l'affreux système qui vient de vous être dévoilé étoit le même qui étoit suivi si constamment et si activement en France, et qui avoit mis la République française sur le penchant de sa ruine.

Ainsi en Italie comme en France, les brigandages publics étoient organisés et soutenus par la plus puissante protection ; là comme en France, les républicains les plus purs étoient bannis des places et persécutés ; là comme en France, l'on n'osoit s'exprimer contre les voleurs publics, ou on le faisoit vainement. Là comme en France, un despotisme asiatique dominoit jusque sur les magistrats premiers dépositaires de la liberté publique, et leur pensée étoit enchaînée jusqu'à la tribune. Enfin là comme en France, une dictature illimitée étoit exercée sur les journaux, et n'avoient de liberté que pour calomnier les républicains, soutenir les dilapidateurs et les fripons et avilir la représentation nationale. Voilà des vérités, citoyens représentans, aussi éclatantes que la lumière de l'astre qui éclaire le monde, et qu'aucune dénégation ne peut même atténuer.

Vous devez, je pense, les révéler toutes au peuple que vous représentez ; vous le devez à la justification des grands événemens que vous avez provoqués ; vous le devez à la fidélité de l'histoire qui les burinera ; vous devez, en un mot, mettre dans tout leur jour toutes les coupables manœuvres et la série

de tous les crimes privés et publics qui ont perdu les républiques vos alliées, et ont conduit la République française dans la situation critique dans laquelle elle se trouve.

Je demande à cet effet la mention au procès-verbal du mémoire qui vient de vous être lu, l'impression et la distribution au nombre de six exemplaires.

Discours du citoyen Moreau (de l'Yonne).

REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

Elle n'est donc plus un problême, la cause des calamités qui depuis trois mois pèsent sur nos fidèles alliés et sur la nation française que nous représentons! Chaque jour développe la trame criminelle ourdie par des mains perfides.

L'ame la plus froide, la plus insensible aux malheurs de la patrie, pourroit-elle ne pas être soulevée d'indignation au récit des forfaits dont vous venez d'entendre la lecture?

Ainsi donc quelques hommes obscurs ont échangé contre de l'or, et l'honneur du peuple au milieu duquel ils avoient pris naissance, et le sang de leurs compatriotes qui le prodiguoient pour sa défense, et celui d'une nation libre, que le seul instinct leur commandoit de défendre, si le conspirateur, le rebelle, le dilapidateur avoit même cela de commun avec les plus féroces animaux.

S'il y a quelques jours, un ministre dont l'œil surveillant auroit dû éclairer tant de forfaits et en briser les instrumens, proclamoit à cette tribune que sa bonne volonté fut enchaînée par le défaut

de communication qui devoit lui procurer les instructions nécessaires, et pouvoit le conduire aux moyens de mettre un terme à tant de perfidies; je le demande à la France, à l'Europe entière, où sont donc les coupables? Quelles mains parricides ont créé les exécrables agens, et avec eux leurs attentats? Ah! le voile est déchiré, le crime est maintenant à nu, et il ne te reste plus, ô ma patrie! que la douloureuse certitude d'avoir vu empoisonner tes bienfaits et d'avoir à gémir sur la destruction des plus chers objets de ta sollicitude.

Infortunés Cisalpins, hommes libres de l'Italie! Non, vos bourreaux n'étoient point des Français. Le nom qu'ils avoient usurpé leur étoit nécessaire pour cacher leurs perfides desseins et vous conduire sur le bord de l'abyme.

Vendus depuis long-temps à nos ennemis communs, c'étoient eux qu'ils représentoient au milieu de vous, et non pas un peuple généreux auquel tant de liens vous rattachoient.

Mais le peuple tout entier sera debout pour vous venger et vous défendre.

Notre cause et nos malheurs sont les mêmes.

L'heure de la justice nationale va sonner, et l'indignation générale en est le précurseur: alors vous reconnoîtrez vos amis et vos frères; alors vous cesserez de les confondre avec quelques vils brigands qui n'eurent jamais de patrie, et pour lesquels la vertu, l'honneur, la probité sont un supplice.

J'ai dit, l'indignation publique: oui, qu'elle soit portée à son comble! que la haine salutaire de ces crimes nationaux s'identifie avec tous les cœurs français! qu'elle enflamme leur courage! qu'elle réveille ces sentimens libéraux qui enfantèrent tant de prodiges!

Oui, saisissons d'une main hardie tous les moyens de la prolonger !

La lecture qui vient de vous être faite, vous en présente une nouvelle occasion.

Que cet écrit, tracé par les sentimens les plus douloureux, déroule à tous les yeux la série des forfaits qui ont ensanglanté une nation entière.

Que dis-je, Cisalpins ! non, vous ne périrez point, la liberté vous sera rendue ; nous en jurons par les mânes sacrés de vos défenseurs et de nos frères d'armes ; nous en jurons par vos malheurs et nos victoires ; les traîtres périront . . . . eux . . . . mais non votre indépendance. Du sein de ce sénat auguste recevez-en l'assurance ; nous vous offrons pour gage notre existence entière et l'expression brûlante de nos ames.

Représentans du peuple, je demande l'impression à six exemplaires de l'ouvrage dont il vient de vous être donné lecture ; qu'il en soit fait trois expéditions collationnées, dont l'une sera déposée aux archives, et les deux autres envoyées par un message au Conseil des Cinq-Cents et une au Directoire, qui demeurera chargé de faire passer expédition de votre arrêté au Directoire cisalpin.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Messidor an 7.